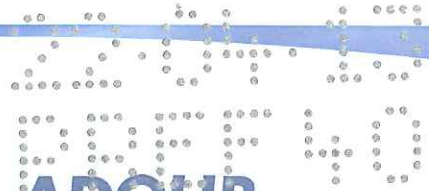


INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 27 mars 2013 à 14h

Maison de l'Eau
à Jû-Belloc

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CASTET, CHANTRE, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, FAUQUE, GUILHAS, LAHOUN, LAJUX, PASTOURET, PAYROS, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CABE, CASTAINGS, SUBSOL, VERDIER

COMMUNICATIONS

Territoires à Risques Importants

Exposé des motifs

Les services de l'Etat ont définitivement arrêté la liste des Territoires à Risques Importants d'Inondation sur le bassin de l'Adour et continuent à mener la démarche de déclinaison de la Directive Inondations.

Les services de l'Institution ont rencontré de nouveau les DREAL (Aquitaine et de sous bassin) ainsi que les DDTM 64 et 40. Un nouveau courrier récapitulant les questions soulevées par le Conseil d'Administration a été envoyé par le Président à la DREAL de sous bassin.

Le 19 mars, le Préfet de Région a répondu à l'Institution Adour sur les points soulevés.

Ainsi, il apparaît que les crédits de l'Etat ne permettent pas de prendre en charge l'élaboration ou l'animation des futures stratégies locales, une aide pouvant cependant être allouée pour assurer la mise en œuvre du programme d'actions des stratégies labellisées.

Les services de la DREAL estiment nécessaire à l'élaboration et l'animation d'une stratégie locale la mobilisation d'un agent à temps complet pour une période pouvant aller jusqu'à 2 ans. Ces documents identifient sur leur périmètre des mesures concourant à la réalisation des objectifs fixés par le plan de gestion et notamment les mesures de prévention, protection et sauvegarde adaptées aux territoires.

Sur la question de la responsabilité des porteurs de stratégies locales, les services de la DREAL confirment qu'en tant que telle la stratégie locale n'a pas de portée juridique mais qu'une synthèse est incluse dans le plan de gestion des risques d'inondation disposant pour sa part d'une portée juridique relativement étendue. En effet tant les documents d'urbanisme que les décisions administratives et les Plans de Prévention des Risques d'Inondations doivent lui être compatibles ou lui être rendus compatibles dans les 3 ans.

Concernant les délais de réalisation, la liste des stratégies locales, leurs périmètres, leurs objectifs et délais de réalisation doivent être arrêtés par le Préfet d'ici le 12 janvier 2015.

Après discussion sur l'intérêt pour un établissement public territorial de bassin d'intégrer ce type de démarche,

Après avoir entendu l'Agence de l'Eau affirmer que la phase d'élaboration et d'animation des stratégies locales pouvait bénéficier d'un financement à hauteur de 70 %,

.../...

Le Conseil d'Administration estime que l'Institution pourrait revoir son positionnement et accepter de porter la stratégie locale des Territoires à Risques Important sur les secteurs de Dax dans un premier temps et éventuellement sur l'Adour Côtier dans un second temps, à la condition expresse et suspensive de l'obtention de cofinancement de la part des différents acteurs concernés que sont l'Etat, l'Agence de l'Eau et les communes ou établissements publics de coopération intercommunale concernés,

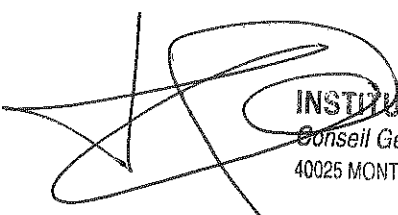
Après avis favorable des Commissions,

Après délibération, le Conseil d'Administration, à l'unanimité,

DECIDE

- De prendre acte de ces informations et de travailler avec les principaux acteurs sur la question des financements afin de décider de son positionnement définitif.

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Jean-Claude